

LA SANTÉ

LA SALUBRITÉ DE L'EAU DES GRANDS LACS

M. Joe Reid (St. Catharines): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui a sans doute lu les mêmes articles que moi, hier, selon lesquels l'eau des Grands Lacs est polluée par quelque 800 produits chimiques dont 50 seulement sont assujettis à des normes de sécurité. Quelles recherches supplémentaires le ministre propose-t-il d'entreprendre sur ce qui constitue une source d'eau potable pour des millions de personnes des deux côtés de la frontière, en vue d'améliorer la classification en vertu de laquelle on se borne actuellement à déclarer l'eau généralement sans danger?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député a fait allusion à une étude commanditée par le ministère de l'Environnement de l'Ontario et par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Il en a fait une analyse correcte pour conclure que l'eau potable était jugée généralement sans danger. Il est également vrai, compte tenu des recherches actuelles et de la possibilité de dépister divers produits chimiques toxiques, qu'un certain nombre de...

Des voix: Oh, oh! Trop long.

* * *

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

ON DEMANDE LE DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, je désire poser une question au secrétaire d'État. Depuis sept ans, le Comité parlementaire sur les langues officielles recommande fortement d'amender la loi. Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à rendre la loi conforme aux dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés. Je voudrais demander au secrétaire d'État: Peut-il assurer la Chambre qu'un projet de loi sera déposé dans les quelques semaines à venir?

[Traduction]

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État et ministre responsable du Multiculturalisme): Monsieur le Président, je peux fournir cette assurance au député et à la Chambre. Je me suis entretenu ce matin avec des représentants de la Fédération des francophones hors Québec et d'Alliance Québec, avec le commissaire aux langues officielles et d'autres intéressés. Nous comptons présenter ce projet de loi en temps opportun. Nous allons veiller à présenter le plus tôt possible le meilleur projet de loi possible.

Questions orales

LA TENEUR DES MESURES MODIFICATIVES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, le ministre nous assure que la loi sera conforme à la Charte des droits et libertés, mais peut-il nous garantir aussi que le travail du comité en ce qui concerne, par exemple, la suprématie de la loi, la langue de travail dans la Fonction publique de même que les pouvoirs du commissaire fera partie intégrante de cette loi et que nous allons modifier la loi?

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État et ministre responsable du Multiculturalisme): Monsieur le Président, je puis garantir au député qu'il ne sera pas déçu. Toutes ces questions sont abordées au cours des discussions que nous avons régulièrement avec les groupes que j'ai déjà mentionnés.

* * *

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

ELDORADO NUCLÉAIRE—LE SITE D'ENTREPOSAGE

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable d'Eldorado Nucléaire. Le ministre est sans doute au courant de l'inquiétude que suscite l'intention d'Eldorado d'aménager un site d'entreposage des déchets nucléaires à Wesleyville ou à Tyrone. Le ministre a-t-il l'intention d'ordonner à Eldorado d'oublier ses projets et de repenser la question conformément à la promesse électorale du premier ministre? Il avait en effet promis qu'il n'y aurait pas de décharge à ces deux endroits.

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts et Mines): Monsieur le Président, cette question me préoccupe naturellement. J'étudie ce dossier depuis ma nomination et depuis que je suis responsable de cette question.

Je peux dire au député que j'en ai très souvent discuté avec de nombreuses personnes, notamment avec le député de Durham—Northumberland qui m'a fait un certain nombre de suggestions. A ce sujet, je peux dire que je visiterai cette région demain, et nous verrons ce qui arrivera à ce moment-là.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'ANNONCER LA DÉCISION AU PARLEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, étant donné l'intérêt que suscite le projet, je me demande pourquoi le ministre refuse de faire part de sa décision aux députés de la Chambre des communes et pourquoi il ne l'annonce pas dès maintenant à la Chambre au lieu d'attendre à demain.

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts et Mines): Monsieur le Président, j'ai l'intention de discuter d'abord de la question avec les personnes directement concernées, cela va de soi. Je prendrai ensuite une décision.